



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 8 MARS 2016  
GEMEENTERAAD VAN 8 MAART 2016

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents</b>	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Annie Richard, Christophe Nocent, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Magali Plovier, Alitia Angeli, Axel Criquelion, Laurent Hacken, Denis Stokkink, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b>	Corinne De Permentier, Catherine van Zeeland, Mohammed Sebbahi, Marie Arena, Evelyne Huytebroeck, Isabelle Gelas, Abdelmalek Talhi, Raphaël Lederer, Nadine Pâques, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

**A l'occasion de la Journée Internationale du Droit de la Femme, un hommage est rendu à toutes les femmes à travers du monde.**

**Naar aanleiding van de Internationale Dag van de Rechten van de Vrouw, wordt er hulde gebracht aan alle vrouwen in gans de wereld.**

**Le Conseil approuve le procès-verbal de la séance du 23 février 2016.**

**De Gemeenteraad keurt het proces-verbaal van de zitting van 23 februari 2016 goed.**

**Madame Defays est désignée par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.  
Mevrouw Defays wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

# FINANCES - FINANCIËN

## Taxes - Belastingen

### 1 Finances - Budget 2016.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 242bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2016 ;

DECIDE,

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 20 votes positifs, 8 votes négatifs.

*Non : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélon, Laurent Hacken.*

---

### Financiën - Begroting 2016.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 242bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat men moet overgaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2016;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2016 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 20 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

*Nee : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélon, Laurent Hacken.*

## B U D G E T 2 0 1 6

### I. INTRODUCTION

La volonté du Collège était de déposer le budget dans les temps afin de pouvoir disposer au plus tôt

des crédits nécessaires qui permettent à la commune de mener ses différentes politiques.

Mais la confection du budget 2016 s'est révélée un exercice fastidieux, complexe et il s'avère encore à l'heure actuelle compliqué.

La première mouture des prévisions budgétaires a été établie en vue de mener les discussions budgétaires au conseil communal de décembre 2015, mais la tutelle régionale a invité la commune à revoir ses chiffres.

Ainsi, il a fallu diminuer les dépenses relatives aux frais de fonctionnement et réduire le montant de la masse salariale avec les implications qui en découlent (blocage des recrutements et engagement, gel des promotions, etc...).

Une refonte du budget a alors été réalisée prenant en compte les contraintes régionales.

- Les Recettes s'élèvent à 93.712.518 € et les dépenses à 98.531.270 €.
- Le Budget ordinaire présente donc un déficit de 4.818.751 € à l'exercice propre.
- Le résultat global des exercices cumulés se solde par un déficit de 3.656.200 €.

## II. LE BUDGET ORDINAIRE

### A. LES RECETTES

#### 1) LES RECETTES DE PRESTATIONS : 5.085.061 € (5,43 %)

- Les principales recettes de prestations sont les interventions des parents dans les crèches et prégardienats (670.000 €) pour les repas scolaires (355.000 €) et pour la surveillance des écoles (370.000 €).

- Les droits de passage des fournisseurs d'énergie rapportent 1.867.106 €.

#### 2) LES RECETTES DE TRANSFERT : 86.033.900 € (91,81 %)

- Une bonne nouvelle : il n'y a pas d'augmentation d'impôt ni d'impôt nouveau.

- Le taux des additionnels à l'IPP est maintenu à 7 % et rapporte 13.282.117 € et le taux des centimes additionnels au précompte immobilier est maintenu à 3.120 et génère 23.131.077 €.

- La quote-part de Forest dans le Fonds des Communes est de 11.921.199 €.

- L'aide régionale visant à compenser la suppression de la taxe sur la force motrice et la taxe sur le matériel informatique (Fonds de compensation fiscale) est de 2.093.404 €.
- Une somme de 1.012.357 € est inscrite en ce qui concerne la contribution visant à améliorer la situation budgétaire.
- La dotation complémentaire destinée à compenser les effets négatifs du Fonds des Communes est de 1.095.585 €.
- La dotation relative à la présence de l'échevine néerlandophone est de 1.560.201 €.
- Un subside régional de 1.010.157 € est prévu pour les augmentations barémiques.

### 3) LES RECETTES DE LA DETTE : 2.593.557 € (2,77 %)

- Il s'agit essentiellement des recettes issues des dividendes des intercommunales (Interga – Interelec – Hydrobru).

## B. LES DEPENSES

### 1) LES DEPENSES DE PERSONNEL : 52.317.281 € (53,10 %)

- Les dépenses subsidiées pour le personnel enseignant représentent 11.348.179 €.
- Les cotisations pour les pensions sont de 8.334.959 €.
- Un montant de 305.000 € a été prévu pour le supplément de la prime de fin d'année 2016.
- Selon les prévisions du bureau du plan, une indexation des salaires de 2 % a été reprise.

### 2) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 8.069.269 € (8,19 %)

- Comme annoncé, ces dépenses ont été réduites par rapport aux propositions initiales, elles se chiffrent donc à 8.069.269 €. Soit une diminution de 1.071.238 € par rapport au budget 2015.

### 3) LES DEPENSES DE TRANSFERT : 33.090.805 € (33,58 %)

- Deux énormes postes !!!

#### a) Le subside au CPAS : 16.500.000 € (49,92 %)

Ce montant est en augmentation de 800.000 € par rapport au budget 2015 et de 2.154.457 € par rapport au compte 2014.

#### b) La zone de police : 12.849.215 € (38,87 %)

Le chiffre inscrit pour la zone correspond au montant du budget 2015.

Une adaptation du montant devrait intervenir mais il convient de relever que les comptes

annuels de 2012 et 2013 n'ont pas encore été arrêtés.

Le compte 2012 de la zone se solde par un mali à l'exercice propre de 573.000 € ; le mali cumulé est de 313.000 €.

- La somme de ces deux subsides représente 88,79 % du total des dépenses.
- La prime au logement accordée aux jeunes est maintenue et budgétée à 30.000 €.

#### 4) LES DEPENSES DE LA DETTE : 5.053.913 € (5,13 %)

- Les charges d'emprunt d'investissement s'élèvent à 4.729.953 €.
- Des intérêts débiteurs pour un montant de 215.000 € ont été prévus afin de couvrir les nécessaires avances de trésorerie.
- Le volume de la dette comprenant les investissements atteint au 1<sup>er</sup> janvier 2016 : 39.973.493 €.

### III. LE BUDGET EXTRAORDINAIRE

- Les Recettes se chiffrent à 37.405.166 € et les dépenses totalisent 48.135.672 €.
- L'exercice propre sa clôture par un déficit de 10.730.505 €.
- Le résultat des prélèvements est un boni de 10.730.502 €.
- Le résultat des exercices cumulés présente un boni de 3.237.845 €.

#### A. LES RECETTES : (37.405.166 €)

##### 1) LES RECETTES DE TRANSFERT : 16.489.870 €

Elles sont constituées des différents subsides à obtenir (repris au tableau des annexes).

##### 2) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 850.000 €

- Elles correspondent en fait au produit de la réalisation des immeubles à désinvestir :
  - Il s'agit du terrain coin Neerstalle – Katanga estimé à 850.000 €. Le produit de la vente sera transféré au fonds de réserve extraordinaire.

##### 3) LES RECETTES DE LA DETTE : (20.065.296 €)

Elles représentent le total des emprunts à contracter afin de financer les dépenses

d'investissements.

**B) LES DEPENSES : (48.135.672 €)**

**1) LES DEPENSES DE TRANSFERT : 172.800 €**

[183.200 €]

Remplacement chaudière Eglise Sainte-Alène	9.600 €
Condamnation Eglise Saint-Antoine	13.200 €
Brass : salle des machines	150.000 €
[Adhésion cimetièrre multiconfessionnel]	[10.400 €]

**2) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 47.135.672 €**

Il s'agit du programme d'investissement repris aux annexes, qui comporte, entre autres, les gros postes suivants :

- Hôtel communal	5.751.522 €
- Nouvelle école Bempt	5.585.000 €
- Travaux rénovation écoles	4.000.000 €
- Travaux aménagement crèches	470.000 €
- Contrat de quartier durable Albert	8.000.000 €
- Contrat de quartier durable Abbaye	4.000.000 €
- Etc...	

Il convient de souligner que nonobstant les soucis rencontrés par la commune dans les autres domaines, un effort gigantesque a été accompli en matière d'investissement en consacrant près de 48.000.000 €, répartis entre 20.000.000 € d'emprunt, 16.500.000 € de subside et 11.000.000 € de prélèvement.

**3) LES DEPENSES DE LA DETTE : 496 €**

- Placement d'un titre venant à échéance	496 €
[Cimetière multiconfessionnel – libération participation]	[12.896 €]

Je vous expliquais que cette confection du budget 2016 était particulièrement compliquée !!!

En fait, les chiffres budgétaires que je viens de vous livrer avec les dernières modifications au service extraordinaire reprises dans l'addendum risquent de ne pas être définitifs.

Il est possible que la tutelle régionale renonce à approuver le budget tel quel et qu'elle en demande une refonte partielle.

Les semaines qui se profilent permettront d'y voir plus clair.

De toute façon, la trajectoire budgétaire s'annonce délicate et difficile pour les prochaines années.

En effet, l'équilibre doit être rétabli à l'horizon 2018 et pour tenir la ligne, il faudra encore consentir des efforts importants.

On sait aussi que plus l'horizon de prévision est long, plus trouble risque d'être la vision de la conjoncture parsemée de surprises négatives !!!

## CONCLUSIONS

- Le contexte économique et financier européen et national est caractérisé par :
  - Une faible croissance
  - Un essoufflement des investissements
  - Une volatilité boursière
  - Des incertitudes fiscales
  - Une dégringolade des prix du pétrole
  - Et des taux d'intérêt historiquement bas
  
- Tout cela à des répercussions sur les finances communales.
  
- Dans un tel contexte, la commune doit faire face à un certain nombre de difficultés résultant d'éléments exogènes qui affectent les efforts déployés par le Collège.
  - Tout comme les autres communes, Forest doit relever le défi du boom démographique. Pour l'année scolaire 2013, 2.500 enfants étaient inscrite en maternel et 3.800 élèves en primaire. Ces chiffres ne font que croître.
  
  - La commune accuse une diminution de ses recettes.  
Est-il besoin de rappeler les montages fiscaux de certaines grandes entreprises quant au revenu cadastral sur l'outillage.
  
  - De nouvelles charges sont mises sur le dos des communes, la taxation à l'impôt des sociétés (33 %) des intercommunales aura un impact sur le prix des fournitures énergétiques (gaz-électricité).
  
  - On enregistre une augmentation du prix de l'eau.

- Des retards dans l'enrôlement de l'IPP ont une incidence sur les recettes fiscales. On sait, comme le souligne l'Association des Villes et Communes que la différence entre les estimations avancées par le Fédéral et sommes qui sont réellement ristournées est un problème qui persiste et qui doit trouver une solution.

- L'administration fédérale a annoncé un montant de 2.466.551 € de recettes en moins à l'IPP en 2015.

En raison des problèmes de trésorerie que ce glissement engendre une avance de trésorerie remboursable est accordée en 2016.

- L'impact de la Tax shift doit encore être mesuré, mais l'on peut déjà s'attendre à des moins-values de recettes de l'ordre :

- 42.000 € en 2016

- 190.000 € en 2017

- 210.000 € en 2018

Et plus encore les années suivantes.

- La zone de police nécessitera, à coup sûr, un financement complémentaire. A cet égard, le compte 2012 de la zone se solde par un mali à l'exercice propre de 573.496 € et le mali cumulé s'élève à 313.480 €.

- Une bonne nouvelle tout de même, la baisse de la TVA à 6% pour les bâtiments scolaires.

Cela fait des années que nous clamons que la commune de Forest fait l'objet d'un sous-financement.

Depuis les divers articles parus dans la presse, c'est à présent, connu de tous.

Une étude sérieuse récente fait apparaître que les recettes provenant du fonds des communes sont pour Forest de 228 €/h alors que la moyenne régionale est de 270 €/h et que la moyenne du groupe des communes de même catégorie est de 339 €/h.

Depuis quelques temps déjà, l'attention des autorités régionales est attirée sur le fait qu'une large portion du territoire (18 %) est affectée à des fins industrielles et à cela s'ajoute 26 % de mainmorte non cadastrée (gare, parc, prison), ce qui entraîne inéluctablement des moins-values fiscales.

Partant du principe qu'« on obtient plus facilement ce qu'on demande que ce mérite », le collègue presse la Région d'obtenir les compensations justifiées par la situation toute particulière de Forest.

La situation financière ne pourra s'améliorer durablement que moyennant la prise en compte de manière spécifique des charges et contraintes qui s'imposent à la commune.

Je répète que les semaines qui se profilent devraient pouvoir nous éclairer sur la suite des opérations



en sachant que, comme le dit Warren Buffett :

*« Dans le monde de la finances,  
le rétroviseur est toujours plus claire que le parebrise »*

Francis RESIMONT  
Echevin des Finances.

**Monsieur Criquelion dit avoir examiné le budget avec stupéfaction. Les recettes diminuent et les dépenses augmentent et cela va s'empirer dans les années à venir. Certes, il y a la faute de l'Etat Fédéral, mais les causes sont multiples. Une mauvaise moyenne serait calculée pour la répartition de la dotation dans le Fonds des Communes. Ne pourrait-on pas – à l'instar de Woluwe- Saint-Lambert – introduire un recours au Conseil d'Etat ? Une juste répartition pourrait combler la moitié de notre déficit structurel. En plus, il semble que l'impact de la clôture de différents contrats de quartier n'est pas suffisamment calculé.**

**Le budget des zones et du CPAS doivent être votés en même temps que celui de la commune. Leurs dotations augmentent de 13 et 5 %. Ceci est beaucoup plus élevé que les pourcentages autorisés par la circulaire régionale. La dotation au CPAS augmente beaucoup plus que la moyenne régionale. Est-ce que nous ne devons pas nous poser la question si le CPAS est bien géré? Le plan triennal fait peur, car à nouveau les dépenses augmentent beaucoup plus que les recettes. On va droit dans le mur. Où cela va-t-il cesser ? Il faut se mettre autour de la table avec tous les pouvoirs de décision pour trouver des solutions, ou allons-nous continuer à vivre au-dessus de nos moyens? Comme la seule chose qui nous est proposé est d'aller dans le mur et qu'il y a des erreurs dans la confection du budget, le MR votera contre ce budget.**

**Madame Richard demande à ce que la commune peut inciter les commerçants du futur marché du mardi sur la Place Saint-Denis à ne plus utiliser des sacs en plastique, mais de distribuer des sacs réutilisables.**

**Monsieur Ghysels répond que Monsieur Tahri a déjà évoqué cette idée.**

**Monsieur Hacken constate que le collège a fait des efforts au niveau des frais de fonctionnement, mais pas assez. Il faut par exemple un plan de non-remplacement du personnel. La dotation au CPAS l'inquiète. Est-ce que tout ce qu'on donne au niveau de CPAS est indispensable? Une augmentation si grande nous inquiète. Il ne comprend pas la volonté de repasser sous plan d'assainissement après deux ans. Il a l'impression que la commune préfère que la région impose les économies, que la commune n'a pas envie de le faire elle-même. La paupérisation de la population doit aussi nous interpeller. Ne faut-il pas réfléchir à attirer plus une population de**

classe moyenne, afin d'obtenir une recette plus grande? Il regrette que seulement 13 dossiers de prime à l'acquisition d'un nouvel immeuble ont été introduits. Il faut mieux communiquer autour de cette prime. Il encourage la commune à obtenir une compensation récurrente par la région pour la perte d'Audi. Il se demande si le stationnement payant dans l'ensemble de la commune est bien rentable. Il faut une vraie évaluation de ce plan.

Pour toutes ces raisons, il ne soutiendra pas le budget 2016.

**Madame Plovie :** « Le groupe Ecolo veut souligner le travail conséquent que le collègue a fait pour confectionner ce budget et pour pouvoir pleinement assumer ses missions pour l'ensemble de la population forestoise. L'Etat Fédéral ne cesse de transférer des charges sur les communes sans compensations correctes. De là viennent les difficultés pour les entités locales pour répondre à l'essor démographique et à la lutte contre la pauvreté. La région doit mettre pression sur l'Etat Fédéral pour compenser correctement et il doit réformer la dotation pour l'ensemble des communes de la région et instaurer une solidarité. Il ne faut pas oublier les spécificités de notre commune qui sont la main morte et l'espace industriel qui sont importants. La région doit nous soutenir pour compenser ceci. Et faut aussi continuer à maintenir les politiques mises en place et on doit être créatif pour mener des politiques qui ne coûtent rien. »

**Monsieur Ghysels** dit que parmi les nouvelles initiatives, figure le lancement du marché du mardi à la Place Saint-Denis. Le but est de capter des navetteurs pour qu'à partir de la place, ils aillent découvrir les commerces avoisinants.

**Monsieur Roberti** insiste : Le CPAS est bien géré. Son budget a été voté vendredi passé par le conseil du CPAS. En ce qui concerne les chiffres : Il y a eu un effet de rattrapage entre 2007 et 2011 et il y a la paupérisation de la commune. Le CPAS n'est pas responsable de cette paupérisation, il ne peut que la subir. A partir de 2011, l'augmentation se stabilise. Le nombre de personnes qui bénéficient du revenu d'intégration sociale est équivalent à la moyenne régionale. Il remercie le personnel du CPAS qui voit sa charge de travail augmenter sans cesse.

**Monsieur Nocent** prend la parole. Il remercie pour les efforts faits, notamment en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement. Il regrette que le budget soit voté si tardivement. Quand on sait que la croissance de la dotation à la zone de police et au CPAS est plus grande que la croissance de nos recettes, il faut s'inquiéter, il faut de l'argent des instances supérieures. Cela n'a pas empêché le collègue d'investir pour notre commune (investissements dans les écoles, infrastructures sportives, l'hôtel communal, la rénovation des voiries et trottoirs ...). Une bonne organisation de l'administration est indispensable pour réduire les dépenses de fonctionnement. Le groupe DÉFi voudrait que le collègue se penche sérieusement sur les nuisances liées au stationnement autour de Forest national. Il faut aussi réfléchir à créer une régie foncière, cela permettrait une gestion plus claire et plus efficace de l'offre du logement public sur notre commune. Il aimerait avoir une évaluation du projet SILVA. Il remercie encore le collègue pour le travail sérieux qui a été fait pour la confection du budget et il remercie d'avance les services pour son exécution. Le groupe DÉFi

votera bien-sûr ce budget.

Madame El Yousfi rappelle l'augmentation de notre population et sa paupérisation, les charges répercutées sur les communes par l'Etat Fédéral, le problème du montage fiscal d'Audi en ce qui concerne l'outillage, la main morte... Malgré tout cela, elle salue le collègue pour l'effort et elle insiste sur le travail de fond qui doit être réalisé par le DRH afin d'obtenir une gestion plus efficace du personnel. Les investissements répondent à notre politique et aux besoins. La paupérisation est une réalité, donc l'augmentation de la dotation au CPAS est nécessaire.

Elle dit que des efforts peuvent encore être envisagés, mais que ceux-ci ne peuvent en aucun moment porter atteinte aux droits des plus fragilisés. Elle espère que lors des discussions que le collègue aura avec la tutelle, on tiendra compte de notre réalité, de nos difficultés et spécificités tant pour l'adoption de ce budget que lors de la révision de la dotation du Fonds des communes. Elle rajoute que la compensation d'Audi doit être récurrente.

Monsieur Résimont dit que la dotation au CPAS tel qu'inscrit dans le budget a été décidée de commun accord lors d'un comité d'accompagnement. Le budget de la zone passera incessamment au conseil de police.

Il faudra être attentif aux implications des contrats de quartiers sur les frais de fonctionnement.

En ce qui concerne la comparaison des dépenses en matière d'aide sociale, il y a des études faites par Belfius par exemple. On devra s'y pencher d'une manière plus approfondie.

En matière de stationnement, on va passer à l'Agence mais il faudra de toute façon s'inscrire dans l'Ordonnance régionale, on devra en tenir compte.

Monsieur le Bourgmestre explique que SILVA est composé de 36 hommes affecté à Forest, en civil et en uniforme. Il propose de faire un petit bilan après un an de l'installation, soit au mois de mai. On constate une disparition totale de la petite délinquance, comme les arrachages de sacs en voiture ... Il y a aussi pas mal de résultats dans le trafic des stupéfiants.

Vingt hommes de la zone ont été transférés à la côte. Cela affaiblit considérablement notre zone. En ce qui concerne Forest National, il y a un manque d'effectifs pour contrôler les problèmes liés au roulage.

Le stationnement en zone bleue avec disque coûte plus cher au contrôle car il faut un contrôle beaucoup plus fréquent. C'est donc une fausse idée qu'on va augmenter notre rentabilité en supprimant le stationnement payant.

En ce qui concerne l'éventuel recours au Conseil d'Etat pour la révision de la dotation du Fonds des communes, il répond que si l'acte attaqué par Woluwé-Saint-Lambert, est annulé, l'annulation vaut erga omnes. A ce moment-là, on se positionnera, on aura une ouverture pour un éventuel recours contre la Région. Aujourd'hui il n'est pas opportun de lancer une procédure car c'est un excellent bureau d'avocats qui est chargé de la procédure pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Monsieur Criquelion rajoute que le CPAS de Forest est systématiquement supérieur au cluster en

matière de la distribution d'aide sociale.

**Monsieur Rongé dit que quand on prend la parole en dernier, on n'a plus grand-chose à dire car tout a déjà été dit, le positif et le négatif. Il ne trouve pas normal que les comptes 2012, 2013 et 2014 de la zone de police ne sont pas encore clôturés. Il trouve qu'il vaut mieux présenter les chiffres du CPAS aux conseillers communaux avant de faire voter le budget communal. Il constate également quelques anomalies dans les chiffres et il se demande si des modifications budgétaires ne vont pas être rapidement nécessaires.**

**Monsieur Résimont répond que nous avons tenu compte des dépenses réelles pour élaborer le budget. Des modifications budgétaires seront bien sûr certainement nécessaires.**

## BEGROTING 2016

### I. INLEIDING

Het College wenste de begroting tijdig in te dienen teneinde zo snel mogelijk te kunnen beschikken over de nodige kredieten die de Gemeente toelaten haar verschillende beleidsbeslissingen ten uitvoer te kunnen brengen.

Maar de opmaak van de begroting is een langdradige en ingewikkelde onderneming gebleken, die nu ook nog ingewikkeld blijkt.

Om de begrotingsbesprekingen tijdens de gemeenteraad van december 2015 te kunnen voeren, werd een eerste ontwerp van de begrotingsprognoses opgesteld, maar de gewestelijke toezichthoudende overheid heeft de Gemeente verzocht haar cijfers te herzien.

Zo moesten de uitgaven in verband met de werkingskosten en het bedrag van de loonmassa worden verminderd, met alle consequenties van dien (aanwervingsstop, geen bevorderingen, enz.).

De begroting werd zodoende herzien, rekening houdend met de gewestelijke verplichtingen.

- De Inkomsten bedragen € 93.712.518 en de uitgaven € 98.531.270.
- De gewone Begroting vertoont dus een tekort van € 4.818.751 op het eigen dienstjaar.
- Het globale resultaat van de gecumuleerde dienstjaren wordt afgesloten met een tekort van € 3.656.200.

## II. DE GEWONE BEGROTING

### A. DE ONTVANGSTEN

#### 1) DE PRESTATIE-ONTVANGSTEN: € 5.085.061 (5,43 %)

- De voornaamste prestatieontvangsten zijn de tussenkomsten van de ouders in de kinderdagverblijven en peuterspeelweelden (€ 670.000), voor de schoolmaaltijden (€ 355.000) en voor het toezicht in de scholen (€ 370.000).
- De doorgangsrechten van de energieleveranciers brengen € 1.867.106 op.

#### 2) DE OVERDRACHTSONTVANGSTEN: € 86.033.900 (91,81 %)

- Goed nieuws: er is geen verhoging van de belastingen; evenmin is er sprake van nieuwe belastingen.
- De aanslagvoet van de aanvullende personenbelasting wordt behouden op 7 % en brengt € 13.282.117 in het laatje en de aanslagvoet van de opcentiemen op de onroerende voorheffing wordt behouden op 3.120 en levert € 23.131.077 op.
- Het aandeel van Vorst in het Gemeentefonds bedraagt € 11.921.199.
- De gewestdotatie ter compensatie van de afschaffing van de belasting op de drijfkracht en de belasting op het informaticamateriaal (Fiscaal Compensatiefonds) bedraagt € 2.093.404.
- Een bedrag van € 1.012.357 is ingeschreven voor de bijdrage ter verbetering van de begrotingstoestand.
- De bijkomende dotatie ter compensatie van de negatieve effecten van de berekening van het Gemeentefonds bedraagt € 1.095.585.
- De dotatie voor de aanwezigheid van de Nederlandstalige schepen bedraagt € 1.560.201.
- Een gewestelijke subsidie van € 1.010.157 is voorzien voor de baremaverhogingen.

#### 3) DE SCHULDONTVANGSTEN: € 2.593.557 (2,77 %)

- Het betreft voornamelijk ontvangsten afkomstig van de dividenden van de intercommunales (Interga – Interelec – Hydrobru).

## B. DE UITGAVEN

### 1) DE PERSONEELSUITGAVEN: € 52.317.281 (53,10 %)

- De gesubsidieerde uitgaven voor het onderwijzend personeel vertegenwoordigen € 11.348.179.
- De bijdragen voor de pensioenen bedragen € 8.334.959.
- Voor het supplement van de eindejaarspremie 2016 werd een bedrag van € 305.000 voorzien.
- Op basis van de prognoses van het Planbureau werd een indexering van de lonen met 2 % opgenomen.

### 2) DE WERKINGSUITGAVEN: € 8.069.269 (8,19 %)

- Zoals aangekondigd, werden de uitgaven verminderd in vergelijking met de oorspronkelijke voorstellen. Ze zijn nu becijferd op € 8.069.269. Dit komt neer op een vermindering met € 1.071.238 in vergelijking met de begroting 2015.

### 3) DE OVERDRACHTSUITGAVEN: € 33.090.805 (33,58 %)

- Twee enorme posten!!!

#### a) De subsidie aan het OCMW: € 16.500.000 (49,92 %)

Dit bedrag stijgt met € 800.000 ten opzichte van de begroting 2015 en met € 2.154.457 ten opzichte van de rekening 2014.

#### b) De politiezone: € 12.849.215 (38,87 %)

Het ingeschreven bedrag voor de zone komt overeen met dat van de begroting 2015.

Dit bedrag zou moeten worden aangepast, maar er dient opgemerkt dat de jaarrekeningen van 2012 en 2013 nog niet werden opgesteld.

De rekening 2012 van de zone wordt afgesloten met een tekort van € 573.000 op het eigen dienstjaar; het gecumuleerde tekort bedraagt € 313.000.

- De som van deze twee subsidies vertegenwoordigt 88,79 % van het totaal van de uitgaven.
- De huisvestingspremie toegekend aan de jongeren blijft behouden en wordt begroot op € 30.000.

### 4) DE SCHULDUITGAVEN: € 5.053.913 (5,13 %)

- De lasten van de investeringsleningen bedragen € 4.729.953.
- Debetintresten voor een bedrag van € 215.000 werden voorzien om de noodzakelijke thesaurievoorschotten te dekken.
- Het volume van de schuld met inbegrip van de investeringen bereikt op 1 januari 2016 een

bedrag van: € 39.973.493.

### III. DE BUITENGEWONE BEGROTING

- De Ontvangsten bedragen € 37.405.166 en de uitgaven bereiken in totaal € 48.135.672.
- Het eigen dienstjaar sluit af met een tekort van € 10.730.505.
- Het resultaat van de overboekingen is een batig saldo van € 10.730.502.
- Het resultaat van de gecumuleerde dienstjaren vertegenwoordigt een batig saldo van € 3.237.845.

#### 1. DE ONTVANGSTEN : (€ 37.405.166)

##### 1) DE OVERDRACHTSONTVANGSTEN: € 16 489 870

Deze zijn samengesteld uit de te verkrijgen subsidies (opgenomen in de tabel van de bijlagen).

##### 2) DE INVESTERINGSONTVANGSTEN: € 850 000

- Deze komen in feite overeen met de opbrengst van de realisatie van de te desinvesteren gebouwen:

- Het gaat om het terrein op de hoek van de Neerstalsesteenweg en de Katangastraat, geraamd op € 850.000. De opbrengst van de verkoop zal worden overgedragen naar het buitengewoon reservefonds.

##### 3) DE SCHULDONTVANGSTEN: (€ 20 065 296)

Deze vertegenwoordigen het totaal aan af te sluiten leningen om de investeringsuitgaven te financieren.

#### B) DE UITGAVEN: (€ 48 135 672)

##### 1) DE OVERDRACHTSUITGAVEN: € 172 800

[€ 183 200]

Vervanging verwarmingsketel Sint-Alenakerk	€ 9.600
Sluiting Sint-Antoniuserk	€ 13.200
BRASS: machinekamer	€ 150.000
[Aansluiting multiconfessionele begraafplaats]	[€ 10.400]

## 2) DE INVESTERINGSUITGAVEN: € 47 135 672

Het betreft het investeringsprogramma opgenomen in de bijlagen dat, onder meer, de volgende grote posten omvat:

- Gemeentehuis	€ 5.751.522
- Nieuwe school Bempt	€ 5.585.000
- Renovatiewerken scholen	€ 4.000.000
- Inrichtingswerken kinderdagverblijven	€ 470.000
- Duurzaam Wijkcontract Albert	€ 8.000.000
- Duurzaam Wijkcontract Abdij	€ 4.000.000
- Enz.	

Het dient benadrukt dat er, ondanks de moeilijkheden in andere domeinen, een gigantische inspanning werd geleverd inzake investeringen door bijna € 48.000.000 te besteden, bestaande uit € 20.000.000 lening, € 16.500.000 subsidie en € 11.000.000 voorheffing.

## 3) DE SCHULDUITGAVEN: € 496

- Belegging van een vervallen recht	€ 496
[Multiconfessionele begraafplaats - vrijgave deelname]	[€ 12.896]

Ik zei al dat de opmaak van de begroting 2016 zeer ingewikkeld is gebleken.

De kans bestaat dat de begrotingscijfers die ik u zonet met de laatste wijzigingen aan de buitengewone dienst, opgenomen in bijlage, bezorgd heb, niet definitief zullen blijken.

Het is mogelijk dat de gewestelijke toezichthoudende overheid zal weigeren de begroting zoals deze nu voorligt goed te keuren en zal vragen om een gedeeltelijke herziening.

De weken die zich aftekenen zullen ons duidelijkheid verschaffen.

Hoe dan ook lijkt het begrotingstraject de komende jaren delicaat en moeilijk te zullen worden.

Tegen 2018 moet er immers voor een evenwicht worden gezorgd en om dit te bereiken, zullen we moeten aanvaarden om aanzienlijke inspanningen te leveren.

Het is ook gekend dat hoe verder men voorspelt, hoe troebeler het zicht dreigt te worden op de conjunctuur, bezaaid met ontgoochelingen!!!



## CONCLUSIES

- De Europese en nationale economische en financiële context wordt gekenmerkt door:
  - een zwakke groei;
  - weinig investeringen;
  - een volatiele beurs;
  - fiscale onzekerheden;
  - een kelderende olieprijs;
  - en historisch lage intresten.
  
- Dit alles heeft ook zijn weerslag op de gemeentefinanciën.
  
- In een dergelijke context heeft de Gemeente af te rekenen met een aantal moeilijkheden, veroorzaakt door exogene elementen die een invloed hebben op de inspanningen van het College.
  - Net als de andere gemeenten moet Vorst een oplossing vinden voor de uitdaging van de demografische boom. In het schooljaar 2013 waren er 2.500 leerlingen ingeschreven in het kleuteronderwijs en 3.800 in het lager onderwijs. Deze cijfers stijgen enkel.
  
  - De Gemeente ondergaat een vermindering van de ontvangsten. Het is niet nodig te herinneren aan de fiscale spitstechnologie van bepaalde grote ondernemingen wat betreft het kadastrale inkomen voor outillage.
  
  - Aan de gemeenten worden nieuwe lasten opgelegd: de vennootschapsbelasting (33 %) van de intercommunales zal een impact hebben op de prijzen van de energiebevoorrading (gas-elektriciteit).
  
  - We stellen ook een verhoging van de waterprijs vast.
  
  - De incohiering van de personenbelasting wordt doorberekend op de fiscale ontvangsten. Zoals de Vereniging van de Stad en de Gemeenten benadrukt, vormt het verschil tussen de ramingen van de federale overheid en de bedragen die werkelijk worden geristorneerd een aanhoudend probleem waar dringend een oplossing voor moet worden gevonden.
  
  - De federale overheid heeft een vermindering van € 2.466.551 van de inkomsten uit de personenbelasting in vergelijking met 2015 aangekondigd. Vanwege de financiële problemen die deze verschuiving veroorzaakt, wordt in 2016 een terug te betalen kasvoorschot toegekend.
  
  - De impact van de taxshift moet nog blijken, maar nu al kunnen minderwaarden van de ontvangsten verwacht worden van ongeveer:
    - € 42.000 in 2016

- € 190.000 in 2017

- € 210.000 in 2018

En nog meer de daaropvolgende jaren.

- De politiezone zal zeker een bijkomende financiering nodig hebben. In dat verband wordt de rekening 2012 van de zone afgesloten met een tekort van € 573.496 op het eigen dienstjaar; het gecumuleerde tekort bedraagt € 313.480.

- Toch is er nog één goed nieuwtje: de daling van de btw voor schoolgebouwen tot 6%.

Reeds jaren schreeuwen we uit dat de Gemeente Vorst ondergefinancierd is.

Sinds er verschillende artikelen in de pers verschenen zijn, weet iedereen dat nu.

Recent is uit een ernstige studie gebleken dat de ontvangsten van het Gemeentefonds voor Vorst € 228/i bedragen, terwijl het gewestelijke gemiddelde € 270/i bedraagt en het gemiddelde voor de gemeenten van dezelfde categorie € 339/i.

Sinds enige tijd worden de gewestelijke overheden erop gewezen dat een groot gedeelte van het grondgebied (18 %) voor industriële doeleinden worden benut. Daarbij komt nog 26 % niet-gekadastrerde grond die geen inkomsten genereert (station, park, gevangenis), wat onvermijdelijk fiscale minderwaarden met zich meebrengt.

Gelet op het beginsel dat men "gemakkelijker krijgt wat men vraagt dan wat men verdient" dringt het College er bij het Gewest op aan alle compensaties te krijgen die door de zeer bijzondere situatie van Vorst worden gerechtvaardigd.

De financiële toestand zal slechts duurzaam kunnen verbeteren indien er rekening wordt gehouden met de specifieke lasten en moeilijkheden waar de gemeente mee te kampen heeft.

Ik herhaal dat de volgende stappen duidelijker zullen worden tijdens de weken die volgen, goed wetende dat, zoals Warren Buffett zegt:

*In de wereld van de financiën is de achteruitkijkspiegel steeds helderder dan de voorruit.*

Francis RESIMONT  
Schepenen van Financiën.

**De heer Criquiélon zegt dat hij de begroting met verbazing heeft bestudeerd. De ontvangsten verminderen en de uitgaven verhogen en deze trend gaat de volgende jaren aanhouden. De**

Federale Staat is hier zeker en vast schuldig aan, maar de redenen zijn veelvuldig. Er zou een slecht gemiddelde berekend zijn voor de dotatie in het Gemeentefonds. Zou men niet –zoals de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe – naar de Raad van State kunnen stappen? Een goede verdeling zou de helft van ons structurele tekort kunnen oplossen. Daarenboven lijkt het dat het beëindigen van verschillende Wijkcontracten niet voldoende werd geraamd. De begrotingen van het OCMW en van de Politiezone moeten op hetzelfde ogenblik als de gemeentebegroting worden gestemd. Hun dotatie verhoogt respectievelijk met 13 en 5 %. Dat is veel meer dan toegestaan in de gewestelijke omzendbrief. De dotatie aan het OCMW verhoogt veel meer dan het gewestelijke gemiddelde. Moeten we ons niet de vraag stellen of het OCMW goed beheerd wordt? Het driejarenplan is beangstigend, want opnieuw stijgen de uitgaven veel meer dan de inkomsten. We lopen recht tegen de muur. Waar gaat dit eindigen? We moeten met alle besturen rond de tafel gaan zitten om tot een oplossing te komen - of gaan wij boven onze stand blijven leven? Aangezien men ons slechts één voorstel doet, namelijk tegen de muur lopen, en omdat er vergissingen in deze begroting zijn, zal de MR tegen de begroting stemmen.

Mevrouw Richard vraagt of men bij de toekomstige markt die dinsdag op het Sint-Denijsplein zal plaatsvinden, de marktkramers kan aanmoedigen geen plastic zakken meer te gebruiken maar herbruikbare zakken uit te delen.

De heer Ghysseels antwoordt dat de heer Tahri dit idee al heeft aangehaald.

De heer Hacken stelt vast dat het College inspanningen heeft geleverd op het vlak van de werkingsuitgaven, maar niet genoeg. Er moet bijvoorbeeld een plan komen waarbij bepaalde personeelsleden niet vervangen zouden worden. De dotatie aan het OCMW verontrust hem. Hij begrijpt ook niet waarom men na twee jaar opnieuw een saneringsplan wil. Hij heeft de indruk dat de Gemeente liever wil dat het Gewest besparingen oplegt, dat de Gemeente de beslissingen niet zelf wenst te nemen. We moeten ook stilstaan bij de verarming van de bevolking. Moet men niet overwegen meer inwoners uit de middenstandsklasse aan te trekken; dit zal meer inkomsten genereren. Hij betreurt dat er slechts 13 dossiers werden ingediend voor het ontvangen van een huisvestigingspremie. Men moet beter over het bestaan van deze premie communiceren. Hij moedigt de Gemeente aan een terugkerende compensatie te verkrijgen voor het verlies van inkomsten door Audi. Hij vraagt zich af of het betalend parkeren op heel het grondgebied van de gemeente wel rendabel is. Het parkeerplan moet echt geëvalueerd worden. Vanwege al deze redenen zal hij de begroting 2016 niet steunen.

Mevrouw Plovie: “De groep ECOLO wil het enorme werk benadrukken dat door het College werd geleverd om deze begroting op te stellen en de taken ten voordele van alle Vorstenaars te kunnen uitvoeren. De Federale Staat legt voortdurend nieuwe lasten op de schouders van de gemeenten en dit zonder correcte compensatie. Hierdoor wordt het voor de lokale besturen steeds moeilijker om oplossingen te vinden voor de bevolkingsaanwas en de toenemende verarming. Het Gewest moet druk uitoefenen op de Federale Staat opdat correcte compensaties zou geven en het moet de

verdeelsleutel van de dotatie herzien voor het geheel van de Brusselse gemeenten en een solidariteit invoeren. Men moet de specificiteit van onze gemeente niet uit het oog verliezen, d.w.z. de niet gekadastrerde gronden en de grote industriële oppervlakten. Het Gewest moet ons steunen om hiervoor compensaties te krijgen. We moeten ook het beleid dat we hebben ingevoerd voortzetten en moeten creatief zijn om een beleidsvormen te kiezen die niets kosten.”

De heer Ghysels zegt dat een van de nieuwe initiatieven de dinsdagmarkt op het Sint-Denijsplein zal zijn. Het is de bedoeling hiermee pendelaars aan te trekken opdat deze vanaf het plein de naburige handelaars zouden ontdekken.

De heer Roberti benadrukt: “Het OCMW wordt goed beheerd. De begroting werd vorige vrijdag door de OCMW-Raad aangenomen. Wat de cijfers betreft: tussen 2007 en 2011 werd er een inhaalmanoeuvre doorgevoerd en daarnaast heeft men te maken met de verarming van de gemeente. Het OCMW is niet verantwoordelijk voor deze verarming; het kan ze enkel ondergaan. Vanaf 2011 heeft de stijging zich gestabiliseerd. Het aantal personen dat een integratieloon ontvangt is gelijk aan het gewestelijke gemiddelde. Hij dankt het personeel van het OCMW dat met een voortdurend hogere werklust te kampen heeft.

De heer Nocent neemt het woord. Hij dankt voor de geleverde inspanningen, onder meer wat betreft de werkingsuitgaven. Hij betreurt het feit dat zo laat over de begroting wordt gestemd. Aangezien de verhoging van de dotaties aan de politiezone en het OCMW sneller stijgen dan de ontvangsten, heeft men reden tot ongerustheid; er moet geld komen van de hogere overheden. Dit heeft het College niet weerhouden om investeringen te doen (voor de scholen, sportinfrastructuren, het gemeentehuis, de heraanleg van straten en voetpaden ...). Een goede organisatie van het bestuur is noodzakelijk om onze werkingskosten te drukken. De groep DéFi wenst dat het College zich echt buigt over de parkeeroverlast die veroorzaakt wordt door Vorst Nationaal. Er moet ook worden nagedacht over de oprichting van een huisvestingskantoor; dit zou een duidelijk en doeltreffend beheer van het aanbod inzake openbare huisvesting mogelijk maken. Hij zou graag over een evaluatie van het SILVA-project beschikken. Hij dankt het College voor het ernstige werk dat werd geleverd bij het opstellen van deze begroting en bedankt de diensten bij voorbaat voor de uitvoering ervan. Natuurlijk zal de groep DéFi voor deze begroting stemmen.

Mevrouw El Yousfi herinnert aan de verhoging van ons bevolkingsaantal en aan de verarming van deze bevolking, aan de lasten die de Federale Staat aan de gemeenten oplegt, aan het probleem van de fiscale constructie van Audi, aan de niet-gekadastrerde gronden ... Ondanks dit alles dankt ze het College voor de geleverde inspanningen. Ze dringt aan op de inspanningen die door de HRM moeten worden geleverd om een doeltreffender personeelsbeleid te voeren. De investeringen beantwoorden aan ons beleid en aan onze noden. De verarming van de bevolking is een realiteit; dus is de verhoging van de dotatie aan het OCMW noodzakelijk. Ze zegt dat meer inspanningen moeten worden overwogen, maar dat die nooit afbreuk mogen doen aan de noden van het kwetsbaarste gedeelte van de bevolking. Ze hoopt dat men tijdens de besprekingen moet de

toezichthoudende overheid rekening zal houden met onze realiteit, met onze moeilijkheden en specificiteit, dit zowel wat de goedkeuring van onze begroting betreft als wat betreft de dotatie van het Gemeentefonds. Ze voegt er nog aan toe dat de compensatie voor Audi terugkerend moet zijn.

De heer Résimont zegt dat de dotatie aan het OCMW die in de begroting is ingeschreven in onderling overleg werd vastgesteld tijdens een begeleidingscomité. De begroting van de Politiezone zal weldra door de Politieraad worden gestemd. De impact van de wijkcontracten op de werkingsuitgaven zal onze aandacht opeisen. In verband met de vergelijking wat betreft de uitgaven voor maatschappelijke hulp werden er verschillende studies uitgevoerd, bv. door Belfius. We moeten ons hier dieper over buigen. Wat de Parkeerdienst betreft, herinnert hij eraan dat wij naar het Parkeeragentschap zullen overstappen maar dat men in ieder geval in overeenstemming moet zijn aan de Gewestelijke Ordonnantie.

De heer Burgemeester legt uit dat SILVA uit 36 manschappen bestaat die in Vorst tewerkgesteld zijn, zowel in uniform als in burger. Hij stelt voor om de balans op te maken tijdens de maand mei, d.w.z. één jaar na de oprichting van SILVA. We stellen vast dat de kleine criminaliteit, zoals de sackjacking in auto's, volledig verdwenen is. Er is ook veel vooruitgang geboekt op het vlak van het dealen van drugs. Twintig manschappen werden naar de kust overgeplaatst; dit verzwakt onze zone. Wat Vorst Nationaal betreft, daar hebben we te kampen met een onvoldoende aantal manschappen om de verkeersproblemen te beheersen.

Het toezicht op het parkeren in een blauwe zone is duurder dan het toezicht in de zones van betalend parkeren, want de controles moeten frequenter gebeuren. Het is dus niet waar dat het rendabeler is het betalend parkeren af te schaffen.

Wat een eventueel beroep bij de Raad van State betreft om een herziening van de verdeelsleutel van het gemeentefonds te bekomen, antwoordt hij dat indien de akte die door de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe wordt betwist, vernietigd wordt, deze vernietiging erga omnes geldt. Op dat ogenblik zullen wij een standpunt innemen; dan bestaat er een opening om eventueel beroep tegen het Gewest in te dienen. Het is niet wenselijk nu een procedure op te starten, want de Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft een uitstekend advocatenkantoor aangeduid.

De heer Criquelion benadrukt dat het OCMW van Vorst systematisch hoger is dan de cluster wat betreft de sociale tegemoetkomingen.

De heer Rongé zegt dat wanneer men als laatste het woord krijgt, men niet veel meer te zeggen heeft, aangezien alles al werd gezegd, zowel het positieve als het negatieve. Hij vindt het niet normaal dat de rekeningen 2012, 2013 en 2014 van de Politiezone nog niet werden afgesloten. Hij is van mening dat de cijfers van het OCMW eerst aan de gemeenteraadsleden moeten worden voorgelegd alvorens men de gemeentebegroting ter goedkeuring van de gemeenteraadsleden voorlegt. Hij stelt ook vergissingen vast in de begroting en vraagt zich af er niet heel vlug over begrotingswijzigingen zullen moeten worden aangenomen.

**De heer Résimont antwoordt dat men om bij de opstelling van deze begroting rekening heeft gehouden met de echte uitgaven. Begrotingswijzigingen zullen uiteraard nodig zijn.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

*BUDGET 2016 NL.doc, BUDGET 2016.doc*

Levée de la séance à 21:00  
Opheffing van de zitting om 21:00

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,  
Betty MOENS

Le Bourgmestre – Président,  
De Burgemeester – Voorzitter,  
Marc-Jean GHYSSELS